

Objet : Avis d'Appel d'Offres

Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert

**Nom du Projet : Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique
au Maroc - PEEM**

N° du Projet : 18.2113.1-001.00

Pays : Maroc

N° CoSoft :83455126

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001 Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Votre référence :
Notre référence :

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83455126** ayant pour objet « **Conception et animation de quinze (15) sessions de formations standards sur la famille de normes ISO 50000 dans le domaine de l'Energie au niveau du bâtiment** » pour le Projet **PEEM**.

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous format PDF, et uniquement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **29/12/2023**.

Président du conseil de surveillance
Jochen Fiasbarth, Secrétaire d'État

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif, intitulé en **objet** :

83455126 - Offre Technique et Dossier Administratif_votre nom.pdf

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- La présentation de la société ;
- La copie du Modèle 7 (Modèle J) datant de moins de 3 mois ;
- La copie des statuts.
- Les attestations du chiffre d'affaires déclaré des 3 dernières exercices (point 14 de la grille d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Nombre moyen des salariés au 31.12 de l'année précédente (point 15 de la grille d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Attestations d'au moins 2 projets de référence dans le domaine de formations sur la famille de normes ISO 50000 d'un volume minimum de 109 200.00 MAD (points 19 et 20 de la grille d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en objet :

83455126 - Offre Financière_votre nom.pdf

Veuillez noter que les offres d'une taille supérieure à 30 Mo ne peuvent pas être reçues par e-mail. Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° 83455126 offre technique 1^{ère} partie

Ex : AO N° 83455126 offre technique 2^{ème} partie

Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse suivante : **MA_Quotation@giz.de**, avec la mention obligatoire « **83455126_Demande de complément d'information** » dans la rubrique objet de l'e-mail, ce au plus tard le **15/12/2023**.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

Après la finalisation de l'évaluation des offres techniques et financières, des négociations contractuelles pourront éventuellement avoir lieu avec le soumissionnaire ayant obtenu le score total le plus favorable. En cas d'échec des négociations avec celui-ci, des négociations seront entamées avec le soumissionnaire placé au second rang et ainsi de suite jusqu'à conclusion d'un contrat.

Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veuillez noter que :

- (a) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions et aux négociations relatives au contrat, y compris celles liées aux visites auprès des services du Bureau de la GIZ au Maroc, ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (b) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (c) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 08/12/2023



Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Termes de référence
4. Schéma d'évaluation technique
5. Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires

Annexe 1 : Conventions Particulières

N° du contrat : 83455126
Projet : PEEM
N° du projet : 18.2113.1-001.00
Nom du contractant :

Coopération allemande au développement Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 3, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Le projet s'engage à fournir une attestation d'exonération de TVA. Pour l'obtenir, le Bureau d'études fournira une facture pro forma sur le montant total en MAD et en Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (HTVA).

L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 55

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du *Maroc*. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le *Maroc* n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du *Maroc* qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- (a) à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- (b) sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- (c) sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le [portail de signalement](#), le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-ja.de => www.giz.de/en • [About GIZ](#) • [Compliance](#) • [Whistleblowing](#).

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs rices auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le commettant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9. Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des expert-e-s ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8. Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> Doing business with GIZ -> Procurement and financing – GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures et ici sous Annexes Procurement of materials and equipment.

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être défalqués du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

Handwritten initials: Jh, KL

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le

contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3. Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernant, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenue.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à

l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.

Termes de référence (TdR) pour la passation de marchés de services en dessous du seuil de l'UE

Conception et animation de quinze (15) sessions de formations standards sur la famille de normes ISO 50000 dans le domaine de l'Energie au niveau du bâtiment.

Nom et Numéro du

projet : Projet d'appui à l'Efficacité Energétique au Maroc

0.	Liste des abréviations	2
1.	Contexte	3
2.	Tâches à accomplir par le contractant.....	4
3.	Concept	7
	Concept technico-méthodologique.....	7
	Gestion du projet	7
4.	Concept de personnel	8
5.	Exigences en matière de calcul des coûts.....	9
	Cadre estimatif détaillé	10
6.	Exigences relatives au format de l'offre.....	11

0. Liste des abréviations

EE	: Efficacité Energétique
ER	: Energies Renouvelables
MTEDD	: Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable
AMEE	: Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique
SIE	: Société d'Ingénierie Energétique
PEEM	: Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc
BMZ	: Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
SNDD	: Stratégie Nationale du Développement Durable
SNEE	: Stratégie Nationale de l'Efficacité Energétique
NMD	: Nouveau Modèle de Développement
CDN	: Contribution Déterminée au niveau National
SME	: Système de Management de l'Energie
IPEs	: Indicateurs de Performance Energétique
M&V	: Mesure et Vérification
TdRs	: Termes de Références

1. Contexte

Contexte et approches du projet « PEEM »

Le développement de l'activité économique et l'amélioration des revenus et des conditions de vie ont entraîné une augmentation de 32 % de la consommation d'énergie finale au Maroc entre 2007 et 2017. Près de 90 % de cette énergie provenait des combustibles fossiles. Les coûts élevés de l'énergie pèsent lourdement sur le développement économique et le budget de l'Etat. L'industrie, les bâtiments et l'éclairage public font partie des cinq secteurs les plus énergivores, avec l'agriculture et les transports.

En réponse, le Maroc a développé sa stratégie nationale énergétique - horizon 2030 qui promeut l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables en tant que levier incontournable d'accélération de sa transition énergétique, relevant ainsi l'objectif national de réduction de la consommation d'énergie finale à 20%. Dans cette perspective, une Stratégie Nationale de l'Efficacité Energétique 2030 (SNEE) a été publiée en 2020 avec des plans d'actions spécifiques aux secteurs énergivores.

Le Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable – MTEDD a engagé des réformes afin d'atteindre les objectifs fixés de la stratégie énergétique du Maroc. Cette stratégie prône la sobriété énergétique à travers une politique d'efficacité énergétique (EE) et s'appuie sur un cadre institutionnel, juridique et financier innovant permettant le développement d'un portefeuille de projets structurants dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

En vue de la promotion de l'efficacité énergétique dans les secteurs clés de l'économie nationale, notamment le bâtiment, l'industrie et l'éclairage public, et dans un objectif de réduction de la consommation énergétique, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en partenariat avec le MTEDD, l'AMEE, la SIE, et avec d'autres partenaires publics, privés et de la société civile, sont chargés de mettre en œuvre, sur la période de janvier 2021 à juin 2026, le projet d'appui à l'Efficacité Energétique au Maroc (PEEM), projet financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Les trois champs d'interventions thématiques du projet concernent les secteurs du bâtiment, de l'industrie et de l'éclairage public. Un accompagnement parallèle est prévu autour de deux axes transverses relatifs à la stratégie et la réglementation ainsi que les mécanismes financiers et d'incitation.

Ces dernières années, la politique énergétique marocaine s'est davantage concentrée sur la promotion de l'EE en plus des ER, l'objectif étant d'exploiter au mieux les gisements d'économie d'énergie tout en développant le marché de l'EE et d'en faire un réel moteur de développement du pays. Par ailleurs, la hausse constante du coût de l'énergie et les impératifs environnementaux font aujourd'hui de la performance énergétique un enjeu de premier plan pour l'ensemble des secteurs économiques. Pratiquement dans tous les secteurs d'activité, la consommation énergétique a un impact important sur les coûts et sur l'environnement. Dans ce contexte, la mise en place d'une politique d'amélioration des performances énergétiques devient incontournable pour améliorer la compétitivité et les performances, accroître la productivité et répondre aux engagements en matière de développement durable.

S'alignant également avec la Stratégie Nationale de l'Efficacité Energétique (SNEE), le projet PEEM vise, entre autres, à développer les compétences techniques de ses partenaires et des acteurs du bâtiment dans l'efficacité énergétique, notamment en matière de systèmes de management de l'énergie, d'audit énergétique et d'évaluation technico-économique des projets d'EE dans le secteur du bâtiment.

Objectif de la prestation :

Conception et animation de quinze (15) sessions de formation sur la famille des normes ISO 50000 en lien avec la mise en place de systèmes de management de l'énergie et les processus nécessaires à l'amélioration continue de la performance énergétique.

On abordera les normes relatives aux systèmes de management de l'énergie, l'audit énergétique, l'estimation des gains énergétiques et coûts associés (ISO 50 001, ISO 50 002, ISO 50 004, ISO 50 006 et ISO 50 015, ISO 50 044, ISO 50 046, ISO 50 047).

Les sessions de formations couvriront l'aspect théorique, appuyé par des cas pratiques.

❖ **Groupe cible :**

La formation aura comme cible l'ensemble des acteurs ayant un intérêt dans le secteur de l'efficacité énergétique. Elle visera entre autres les institutionnels, les gestionnaires de bâtiments, les bureaux d'études, les auditeurs, les prestataires de services...

❖ **Planning de réalisation :**

Les sessions de formation seront d'une durée de 2 à 4 jours selon les thématiques abordées et les particularités liés à chaque groupe de participant.e.s.

Les dates de ces sessions de formation ainsi que le nombre de participants seront convenus d'un commun accord entre le/la contractant.e et la GIZ .

2. Tâches à accomplir par le contractant

Cette mission est destinée aux bureaux d'études.

Le/la contractant.e sera chargé.e de fournir les services suivants :

Réunion de cadrage & préparation de la mission

Une réunion de cadrage sera organisée avec l'équipe GIZ/PEEM au démarrage de cette prestation en vue de :

- Harmoniser la compréhension des objectifs et des enjeux de cette prestation.
- Statuer sur la méthodologie de travail et le format des sessions de formation.

Le/la contractant.e procédera par la suite à la préparation de la mission (Supports de formation, programme des formations, ...)

Livrables prévus 2 semaines au plus tard après la réunion de cadrage

- Compte rendu de la réunion de cadrage.

- Note méthodologique relative au déroulement de la prestation.

Parcours de formation : Réalisation des sessions de formation

L'objectif général de cette mission est de réaliser quinze (15) sessions de formation "**Standard**". Les sessions de formation traiteront principalement les thématiques suivantes avec des adaptations par rapport au public cible :

- Les systèmes de Management de l'Energie selon la norme ISO 50001 - avec focus sur le secteur du bâtiment.
- Un aperçu sur les audits énergétiques selon la norme ISO 50002 – avec focus sur le secteur du bâtiment.
- Les lignes directrices pour la mise en œuvre, la maintenance et l'amélioration des SME selon la norme ISO 50004.
- L'évaluation de la performance énergétique d'un SME à l'aide d'indicateurs de performance énergétique et de situations énergétiques de référence selon la norme ISO 50 006
- La gestion du rendement énergétique selon la norme ISO 50 015.
- L'évaluation économique et financière des projets d'économie d'énergie selon la norme ISO 50 044
- Méthodes générales d'estimation des économies d'énergie selon la norme ISO 50 046.
- Déterminer les des approches permettant des économies d'énergie dans les organismes selon la norme ISO 50 047.

À l'issue de ces sessions, les bénéficiaires devront avoir un aperçu complet de la famille ISO 50000 et de ses normes pertinentes dans le secteur de l'énergie.

Lors des sessions de formation qui traitent les normes ISO 50001 et ISO 50004, les participant.es doivent savoir comment instaurer, déployer et améliorer un Système de Management de l'Energie (SMÉ), surveiller et mesurer les consommations énergétiques.

Pour les sessions de formations qui aborderont la norme ISO 50002, le public cible doit assimiler les informations sur les procédures et la démarche d'audit énergétique.

Durant les formations qui aborderont la norme ISO 50006, relative à la Mesure et Vérification de la performance énergétique, les participant.e.s doivent connaître les principes élémentaires de la M&V, définition d'un plan M&V,...

Lors des sessions de formation qui traiterons les normes ISO 50 015, 50 044, 50 046, 50 047, le public cible doit être en mesure de :

- Proposer des solutions pertinentes et d'identifier des axes d'amélioration pour réduire la facture énergétique
- Identifier les flux énergétiques et les potentiels d'amélioration de l'efficacité énergétique du bâtiment.
- Établir des plans d'actions ciblés pour une gestion durable de l'énergie.
- Réaliser les études technico-économiques pour un projet de gestion de l'Energie dans le bâtiment.

Ces propositions de contenu de formation devront être revues par le/la contractant.e et validées par l'équipe GIZ/PEEM.

NB :

- Le contenu des formations doit être adapté aux besoins des participants.
- Les jours de chaque formation peuvent être programmés d'affiler ou répartis sur plusieurs sessions de formation selon la disponibilité des groupes de participant.e.s.

Livrables prévus 2 semaines après le déroulement de chaque session de formation :

- Un rapport de 5 pages maximum incluant une synthèse du déroulement de la session de formation, le programme, la liste des participants et une évaluation à chaud.
- Les supports utilisés durant les formations.
- Toute autre documentation utile (logiciels, notes de calcul ou feuilles de calcul Excel en relation avec les thématiques de la formation).
- Attestation de participation à la formation pour chaque participant (le jour de la formation) ;

Tous les livrables doivent être bien structurés et remis en version électronique accessible et éditable pour une utilisation libre du projet GIZ/ PEEM.

Chaque mission sera close quand l'objectif qui lui est assigné aura été atteint et que le projet aura reçu et validé la version finale des livrables susmentionnés.

Les différentes missions sont présentées dans le tableau ci-dessous, et doivent être réalisées à certaines dates pendant la durée du contrat, et dans des lieux particuliers :

Jalon	Date limite/lieu/personne responsable
Mission 1 : Cadrage & préparation de la mission	La mission commence dès la tenue de la réunion de cadrage, les responsables de cette mission sont les deux experts.
Mission 2 : Réalisation des sessions de formation Standard	La mission commence avec le démarrage des sessions de formation, les deux experts sont responsables du déroulement des formations

Période d'affectation : la période d'affectation est de 18 mois pour un démarrage à partir du **01 Janvier 2024 au 30 juin 2025.**

- ❖ **Format des sessions de formation :** Les sessions de formation seront organisées en présentiel ou en virtuel, selon les restrictions sanitaires en vigueur. La durée des formations et leur séquençement seront convenus en conséquence.
- ❖ **Langue de travail :** Français

3. Concept

Dans l'offre, le soumissionnaire est tenu de montrer comment les objectifs définis au chapitre « Tâches à accomplir par le contractant » atteints, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences spécifiques liées à la méthode (concept technico-méthodologique). En outre, le soumissionnaire doit décrire le système de gestion de projet pour la prestation de services.

Concept technico-méthodologique

Stratégie (Cf. point 1.1 du schéma d'évaluation technique) : Le soumissionnaire est tenu d'examiner les tâches à accomplir en fonction des objectifs des services mis en adjudication (voir chapitre 1 Contexte). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie avec laquelle il entend fournir les services qui lui incombent (voir chapitre 2 Tâches à accomplir par le contractant)

Le soumissionnaire est tenu de présenter les acteurs pertinents pour les services dont il est responsable et de décrire la **coopération** (Cf. point 1.2 du schéma d'évaluation technique) avec eux.

Le soumissionnaire est tenu de présenter et d'expliquer son approche du **pilotage des mesures** (Cf. point 1.3 du schéma d'évaluation technique) avec les partenaires du projet et sa contribution au système de suivi basé sur les résultats.

Le soumissionnaire est tenu de décrire les **processus** (Cf. point 1.4 du schéma d'évaluation technique) clés pour les services dont il est responsable et de créer un calendrier qui décrit comment les services selon le chapitre 2 « Tâches à accomplir par le contractant » fournis. En particulier, le soumissionnaire est tenu de décrire les étapes de travail nécessaires et, le cas échéant, de tenir compte des jalons et des contributions des autres acteurs conformément au chapitre 2 « Tâches à accomplir par le contractant ».

Le soumissionnaire est tenu de décrire sa contribution à la gestion des connaissances pour le partenaire et la GIZ et de promouvoir les effets d'échelle (**apprentissage et innovation**) (Cf. point 1.5 du schéma d'évaluation technique).

Gestion du projet

Le soumissionnaire est tenu d'expliquer son approche de la coordination avec le projet de la GIZ.

Exigences typiques en matière de gestion de projet

- Le contractant est responsable de la sélection, de la préparation, de la formation et du pilotage des experts (internationaux et nationaux, à court et à long terme) affectés à l'exécution des tâches de conseil.
- Le contractant met à disposition des équipements et des fournitures (consommables) et assume les coûts opérationnels et administratifs associés.
- Le contractant gère les coûts et les dépenses, les processus comptables et la facturation conformément aux exigences de la GIZ.

Le soumissionnaire est tenu d'établir un **plan d'affectation du personnel** (Cf. point 1.6.2 du schéma d'évaluation technique) avec des notes explicatives qui énumèrent tous les experts proposés dans l'offre ; le plan comprend des informations sur les dates d'affectation (durée et

jours d'expertise) et les lieux de travail des différents membres de l'équipe ainsi que la répartition des étapes de travail comme indiqué dans le calendrier.

Détails sur le backstopping

Le soumissionnaire est tenu de décrire son concept de backstopping. Les services suivants font partie du paquet standard de backstopping et doivent être pris en compte (comme les frais de personnel auxiliaire) dans les barèmes d'honoraires du personnel énuméré dans l'offre :

- Contrôle de la prestation de services
- Gérer les adaptations aux conditions changeantes
- Assurer le flux d'informations entre la GIZ et le personnel de terrain
- Responsabilité du contractant pour le personnel détaché
- Pilotage technico-conceptuel orienté processus des apports de la consultance
- Assurer la conclusion administrative du projet
- Assurer la conformité avec les exigences en matière de rapports
- Fournir un soutien spécialisé à l'équipe sur place par le personnel du siège de la société.
- Partager les leçons apprises par le contractant et tirer profit des leçons apprises sur le site.

4. Concept de personnel

Le soumissionnaire est tenu de fournir du personnel apte à occuper les postes décrits, sur la base de leur CV, de l'éventail des tâches à accomplir et des qualifications requises. Les qualifications spécifiées ci-dessous représentent les exigences pour atteindre le nombre maximum de points.

Expert.e en Système de Management de l'Energie et audit Energétique – ISO 50001 et ISO 50 002 (Cf. point 2.2 du schéma d'évaluation)

L'expert.e devra être un (e) expert.e senior en formation et animation des modules de formation standard sur les SME selon la norme ISO 50001 et en audit Energétique selon la norme ISO 50 002.

Tâches de l'expert.e

- Assumer la responsabilité de l'animation des modules de formation standard sur la norme ISO 50001 et ISO 50 002.
- Gérer d'une manière autonome l'animation des sessions de formation standard sur la norme ISO 50001 et l'ISO 50 002.

Qualifications de l'expert.e

- Formation (2.2.1) : BAC +5, diplôme d'ingénierie de l'Energie ou autres thématiques pertinentes pour l'objet de cette mission
- Langue(s) (2.2.2) : français de niveau C1 selon le Cadre européen commun de référence pour les langues
- Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 5 ans d'expérience dans la certification des SME.
- Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) : 5 ans d'expérience dans l'animation de formation standard sur les SME selon la norme ISO 50001 et ISO 50 002, être certifié IRCA 50 0001 ou autres certifications similaires.
- Expérience de direction / de management (2.2.5) : 3 ans d'expérience autant que chef de projets dans des opérations de mise en place de système de management de l'Energie dans le secteur du bâtiment.

- Expérience régionale (2.2.6) : 5 ans d'expérience au niveau régional sur l'EE.
- Expérience de la coopération au développement (2.2.7) : Non requis.
- Divers (2.2.8) : Bonne capacité rédactionnelle et de communication. Maîtrise des outils numériques pour la préparation et l'animation des formations.

Expert· en Efficacité Energétique et dans l'évaluation de la performance des SME selon les normes – ISO (Cf. point 2.3 du schéma d'évaluation)

L'expert.e devra être un (e) expert.e senior dans la formation et l'animation des modules de formation standard sur l'EE et l'évaluation de la performance énergétique des SME selon les normes ISO 50006 et 50044.

Tâches de l'expert·e

- Assumer la responsabilité de l'animation des modules de formation standard sur les normes ISO qui traitent l'évaluation de la performance énergétique des SME.
- Gérer d'une manière autonome l'animation des sessions de formation.

Qualifications de l'expert·e

- Formation (2.3.1) : BAC +5, diplôme d'ingénieur en Energie, ou autres thématiques pertinentes pour l'objet de cette mission.
- Langue(s) (2.3.2) : français de niveau C1 selon le Cadre européen commun de référence pour les langues
- Expérience professionnelle générale (2.3.3) : 5 ans d'expérience dans la certification des SME.
- Expérience professionnelle spécifique (2.3.4) : 5 ans d'expérience dans l'animation de formation standard sur l'évaluation de la performance des SME selon les normes ISO 50006 et 50 044
- Expérience de direction / de management (2.3.5) : 3 ans d'expérience autant que chef de projets dans des opérations de mise en place de système de management de l'Energie dans le secteur du bâtiment.
- Expérience régionale (2.3.6) : 5 ans d'expérience au niveau régional sur l'EE.
- Expérience de la coopération au développement (2.3.7) : Non requis
- Divers (2.3.8) : Bonne capacité rédactionnelle et de communication. Maîtrise des outils numériques pour la préparation et l'animation des formations.

Le soumissionnaire doit présenter de manière claire chacune des qualifications possédées par chaque expert·e qu'il propose.

La capacité du soumissionnaire à proposer les d'expert·e·s demandé.e.s ici est analysée à l'aide de curriculum vitae ayant valeur d'exemple.

Précisions à l'intention des soumissionnaires : une évaluation sommaire de l'équipe proposée par le soumissionnaire sera effectuée afin d'apprécier si l'ensemble des qualifications proposées, compte tenu des durées d'intervention proposées, suffisent pour couvrir les domaines de responsabilité et les domaines d'attribution restants.

Le soumissionnaire doit respecter le nombre d'experts demandé.

5. Exigences en matière de calcul des coûts

Cadre estimatif détaillé donné à titre indicatif pour l'orientation du soumissionnaire.
Le nombre de jours par expert.e (J/Exp) correspond à des jours de travail.

Expert.e en Système de Management de l’Energie et audit Energétique – ISO 50001 et ISO 50 002 : maximum de 46 J/Exp dans le pays d'intervention.

Expert.e en EE et dans l’évaluation de la performance des SME selon les normes – ISO : maximum de 46 J/Exp dans le pays d'intervention.

Les nombres de jours indiqués sont des nombres maximums. Dépendant du nombre de formation à mener, le nombre de jours pourrait être réduit. Ceci devra être discuté pendant la mise-en-œuvre de la prestation avec la GIZ.

Le nombre de jours par expert.e correspond à des jours de travail.

Cadre estimatif détaillé

Jours d'honoraires	Nombre de jours	Observations
Activité 1		
<ul style="list-style-type: none"> • Débriefing/cadrage de la prestation • Préparation des programmes prévisionnels de formation 	32	
Activité 2		
Animation de 15 sessions de formations	60	
Total		92 jours

Frais de voyage

Les frais de voyage seront remboursés sur une base forfaitaire selon le tableau des taux par pays figurant dans les Directives de la GIZ relatives au remboursement des frais de mission et de déplacement (pour les indemnités journalières et d'hébergement, à concurrence des plafonds fixés par l'administration fiscale pour le pays considéré) ou sur présentation de justificatifs (en cas de dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement, pour les billets d'avion et les autres frais de transport principal). Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet. Les voyages doivent être entrepris moyennant les conditions de prix les plus avantageuses possibles.

Si des déplacements sont prévus en dehors de la région de résidence des experts, le contractant est tenu calculer les frais de déplacement sur la base des lieux de prestation stipulés et d'énumérer les dépenses séparément par indemnité journalière, frais de logement, frais de transport et autres frais de voyage comme suit :

Poste de frais de voyage	Nombre / quantité
Frais de transport (train, voiture particulière, réseau public local)	
Indemnités journalières	
Indemnités d'hébergement	
Autres frais de voyage (visas, frais de voyage liés au projet encourus en dehors du siège social, etc.)	

Le contractant pourra demander :

Un per diem allant jusqu'à 351 MAD / jour

Un forfait pour chaque nuitée allant jusqu'à 400 MAD / nuitée ou présentation d'une facture ne dépassant pas trois fois le forfait

Un remboursement des frais de transport (ou des forfaits pour les moyens de transport publics ou 2 MAD / kilomètre en cas de déplacement en voiture particulière)

6. Exigences relatives au format de l'offre

Le plan de l'offre du soumissionnaire doit reprendre celui des TdRs. L'offre doit être lisible (avec une taille de police de 11 et plus) et être rédigée de manière intelligible. Elle est à établir en langue française. L'offre complète ne doit pas dépasser 20 pages (hors CV).

La partie Conception technique et méthodologique de l'offre ne doit pas dépasser 10 pages (hors page de garde, liste des abréviations, table des matières et brève introduction) et doit être organisée selon les critères pondérés positivement dans la grille d'évaluation.

Les curriculum vitae (CV) du personnel proposé ne doivent pas dépasser 4 pages. Ils doivent renseigner sur le poste qu'a occupé la personne proposée dans les références citées, sur les tâches effectuées, le nombre de jours de spécialiste et la période d'intervention.

Il est demandé de respecter absolument le nombre maximal de pages indiqué. Si l'une des longueurs maximales des pages est dépassée, le contenu apparaissant après le point limite ne sera pas inclus dans l'évaluation.

L'offre sera évaluée avec une grille d'évaluation fournie aux contractants avec les TdR.

Après l'évaluation technique, seules les offres de prix des soumissions ayant obtenu plus de 500 points seront ouvertes et évaluées. Les offres techniques inférieures à 500 points seront considérées comme non acceptables sur le plan technique. L'offre technique a une pondération de T : 70%, l'offre de prix F : 30%. La formule suivante sera utilisée :

$$(évaluation\ technique\ de\ l'offre\ x\ T) / (évaluation\ technique\ de\ la\ meilleure\ offre) + (offre\ la\ plus\ économique\ x\ F) / (prix\ de\ l'offre)$$

Le résultat final est un classement général, avec en tête l'offre la plus rentable. Les négociations contractuelles seront lancées sur la base de ce classement général.

Merci d'utiliser la grille suivante pour la proposition financière (ajouter des colonnes si plusieurs personnes interviendront dans le cadre de cette prestation) :

Activité	Nombre total de J/expert pour effectuer l'activité	Nombre de J/expert pour personne X :	Honoraire demandée par J/expert pour personne X (HT) :	Nombre de J/expert pour personne Y :	Honoraire demandée par J/expert pour personne (HT) Y :
1					
2					
Total JS					
Tot. MAD (HT)					

Veillez calculer votre offre de prix en vous basant sur les exigences d'évaluation des coûts mentionnées ci-dessus. Dans le contrat, le contractant n'a pas la prétention d'épuiser complètement les jours/voyages/ateliers/budgets. Le nombre de jours/voyages/ateliers et le montant du budget doivent être convenus dans le contrat comme des montants "à concurrence". Les spécifications relatives à la tarification sont définies dans le barème des prix.

Note :

En cas de restrictions dues aux mesures de lutte contre le coronavirus/Covid-19 (restrictions dans les vols et les transports, restrictions d'entrée, mesures de quarantaine, etc.) ou d'autres circonstances en dehors du contrôle de la GIZ, comme par exemple la non disponibilité des partenaires marocains, la GIZ et le contractant.e sont tenus d'adapter de bonne foi leurs prestations contractuelles aux nouvelles circonstances, par exemple en ce qui concerne la période de prestation, le contenu de la prestation et, si nécessaire, la rémunération.

Handwritten signature/initials in blue ink.

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

Responsible de la commission Évaluateur-rice	Intitulé du projet Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc -PEEM- Conception et animation de quinze (15) sessions de formations standards sur la famille de normes ISO 50000 dans le domaine de l'Energie au niveau du bâtiment.	Date N° du projet 18.2113.1-001.00 N° du contrat
Version Évaluation globale		

	(1) Critérium	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
			(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								
1 Evaluation du concept technique et méthodologique												
1.1 Stratégie												
1.1.1	Interprétation des objectifs conformément aux TdR, réflexion critique sur les tâches à exécuter	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.1.2	Description et justification de la stratégie du contractant en vue de mettre en œuvre les prestations objet de l'appel d'offres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.1												
1.2 Coopération												
1.2.1	Présentation et interaction des acteurs concernés pour le domaine de responsabilité du contractant	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2.2	Concept en vue de l'établissement et de la mise en œuvre de la coopération avec les acteurs concernés	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.2												
1.3 Structure de pilotage												
1.3.1	Approche et procédure de pilotage des mesures avec les partenaires du projet	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3.2	Description de la contribution du contractant au suivi des résultats et aux difficultés afférentes	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.3												
1.4 Processus												
1.4.1	Présentation et explication du plan d'opérations en vue de la mise en œuvre - étapes de travail, jalons, plan de déroulement	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4.2	Présentation et explication de l'intégration d'autres acteurs concernés	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.4												
1.5 Apprentissage et innovation												
1.5.1	Contribution du contractant à la gestion des connaissances du partenaire et de la GIZ	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5.2	Présentation et explication des actions entreprises par le contractant pour favoriser les effets de mise à l'échelle	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.5												
1.6 Gestion de projet du contractant												
1.6.1	Approche et méthode de coordination avec/dans le cadre du projet de la GIZ	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6.2	Plan d'intervention du personnel (qui, quand, à quelles étapes) avec explications et indication des mois d'expert	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE



Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Intitulé du projet: **Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc -PEEM- Conception et animation de quinze (15) sessions de formations standards sur la famille de normes ISO 50000 dans le domaine de l'Energie au niveau du bâtiment.**

Responsable de la commission: **18.2113.1-001.00**

Évaluateur/rice: **N° du projet**

Version: **Évaluation globale**

Date: **N° du contrat**

(1) Critérium	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								
1.6.3 Concept de soutien technique du contractant (avec CV des personnes chargées du soutien technique et administratif)	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.6	4%		0,0								
1.7 Autres exigences	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Total 1	20%		0,0								
2 Évaluation du personnel proposé											
2.1 Direction de l'équipe (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.1.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.5 - Expérience en management	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.6 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.8 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.1	0%		0,0								
2.2 Expert-e en Système de Management de l'Energie et audit Energétique – ISO 50001 et ISO 50 002 (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.2.1 - Formation	8%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.2 - Connaissances linguistiques	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.3 - Expérience professionnelle générale	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.4 - Expérience professionnelle spécifique	10%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.5 - Expérience en management	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.6 - Expérience régionale	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.8 - Autres	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.2	40%		0,0								
2.3 Expert-e en EE et dans l'évaluation de la performance des SME selon les normes – ISO (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.3.1 - Formation	8%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.2 - Connaissances linguistiques	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.3 - Expérience professionnelle générale	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.4 - Expérience professionnelle spécifique	10%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.5 - Expérience en management	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.6 - Expérience régionale	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.8 - Autres	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.3	40%		0,0								
2.4 Expert-e 3 (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.4.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.5 - Expérience en management	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

UO _____ Intitulé du projet _____ Date _____
 Responsable de la commission _____ N° du projet 18.2113.1-001.00
 Évaluateur-riche _____ N° du contrat _____
 Version _____ Évaluation globale _____
 Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc -PEEM- Conception et animation de quinze (15) sessions de formations standards sur la famille de normes ISO 50000 dans le domaine de l'Énergie au niveau du bâtiment.

(1) Critère	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								
2.4.6 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.8 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.4	0%		0,0								
2.5 Expert-e 4 (conformément aux consignes et aux critères définis)											
2.5.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.5 - Expérience en management	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.6 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.8 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.5	0%		0,0								
2.6 Pool d'ECD 1 (conformément aux consignes et aux critères)											
2.6.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.5 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.6 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.7 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.6	80%		0,0								
Total 2	100%		0,0								
Total 1 + 2	100%		0,0								
Évaluation en %			0,0								
Rang			1,0								

Je déclare par la présente que j'ai effectué cette évaluation de manière indépendante, au mieux de mes connaissances et en toute bonne foi. Je traiterai les informations de manière confidentielle et ne transmettrai aucun détail de la procédure d'évaluation en cours.

Date, signature

Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires (toutes procédures)

1 Responsable du marché
2 Évaluation commerciale
3 Évaluation technique
4
5

Intitulé du projet : **Projet d'appui à l'Efficacité Energétique au Maroc (PEEM)**
Objet de l'appel d'offres (prestation) : **Conception et animation de quinze (15) sessions de formations standards sur la famille de normes ISO 50000 dans le domaine de l'Energie au niveau du bâtiment.**

Numéro de projet : **2018.2013.1-001.00**
Numéro de contrat :

Candidat / soumissionnaire 1	Candidat / soumissionnaire 2	Candidat / soumissionnaire 3	Candidat / soumissionnaire 4	Candidat / soumissionnaire 5
------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

Partie A : Informations générales (toutes procédures)

7 **I. Évaluation de l'aptitude commerciale**
8 Motifs d'exclusion obligatoires conformément à l'art. 123 de la loi GWB
9 Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par 1 de la loi GWB
10 Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par 2 de la loi GWB
11 Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 22 LKSG
12 Justificatif d'inscription au registre
13 Pour les candidatures / soumissions d'offres collectives : déclaration de candidature / soumission d'offre collective

14 Chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices (pour les appels d'offres lancés dans les six mois suivant la fin du dernier exercice commercial, il est possible de prendre en compte le quatrième avant-dernier exercice) :
Au moins 50000 euros
Au moins 5 personnes

15 Nombre moyen de salariés employés et cadres de direction sur les trois dernières années civiles

16 **Résultat**

II. Évaluation de l'aptitude technique

18 L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de :
10000 euros

20 Au moins 2 projets de référence dans le domaine Formations sur la famille de normes ISO 50000

21 et au moins 0 projets de référence au cours des 3 dernières années

22 **Résultat**

23 **Résultat global des évaluations commerciale et technique**

Partie B : Détermination du classement (information supplémentaire dans le cas d'appels à concurrence avec un nombre limité de candidats) Non applicable

(1) Critère	(2) Pondération en %	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)(3)	(5) Points (max. 10)	(6) Évaluation (2)(5)	(7) Points (max. 10)	(8) Évaluation (2)(7)	(9) Points (max. 10)	(10) Évaluation (2)(9)	(11) Points (max. 10)	(12) Évaluation (2)(11)
1. Expérience technique											
32 Expérience technique (jusqu'à cinq domaines, thèmes transversaux inclus)											
33 1.	10										
34 2.	10										
35 3.	10										
36 4.	10										
37 5.	10										
38 Total 1.	50										
2. Expérience régionale											
40 Expérience régionale	30										
41 3. Expérience de la coopération au développement											
42 Expérience de la coopération au développement (au moins 50 % de financement par l'APD)	20										
43 Total	100										
44 Rang			1		1		1		1		1

Je certifie avoir effectué la présente évaluation en toute indépendance et en mon âme et conscience.

Pour l'évaluation technique :

Pour l'évaluation commerciale :

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

Handwritten signature and initials